

Les éclairages DURANTON CONSULTANTS

L'intercommunalité Piloter et gérer un transfert de compétences dans le cadre de l'intercommunalité

Version actualisée le 28 avril 2025

Paris - Aix-en-Provence

Siège social et adresse postale : 190 rue Lecourbe - 75015 Paris

Tél.: 01 30 09 80 00 ou 04 42 24 26 68

 $\underline{www.duranton\text{-}consultants.} \text{-} \underline{contact@duranton\text{-}consultants.} \text{fr}$





- → L'intercommunalité a apporté une nouvelle dimension à l'organisation territoriale.
- → Opportunité d'optimiser les moyens et les finances locales, elle est aussi source d'interrogations, voire d'inquiétudes quand il s'agit de passer à l'action et de traduire dans les faits un projet associant des communes de tailles, de niveaux d'organisation, de cultures et de ressources différentes.
- → Un transfert de compétence, c'est un grand projet de management qui comporte trois dimensions :
 - Les ressources humaines,
 - Les finances,
 - L'organisation.
- → Pour réussir, il est indispensable de les prendre en compte toutes trois avec réalisme et bon sens.





1. Les six grands enjeux

→ Enjeu n°1: Le contenu du projet lui-même

- Quelles compétences, quelle définition de l'intérêt communautaire ?
- En dehors des aspects purement réglementaires, ces choix ne sont naturellement pas neutres.

→ Enjeu n° 2: L'impact politique

- Une nouvelle répartition des rôles des élus vis-à-vis de la population, avec en particulier des évolutions touchant directement les Maires et leurs liens avec les habitants.
- Une cohabitation parfois difficile entre la ville Centre et les autres communes.

→ Enjeu n°3 : L'impact financier

• L'évolution respective des recettes et des dépenses de la communauté et des communes et le possible déplacement des difficultés financières.





1. Les six grands enjeux (suite)

→ Enjeu n° 4 : L'impact ressources humaines

- La recherche d'un statut commun (temps de travail, régime indemnitaire).
- La possible (probable) cohabitation de personnels fonctionnant selon des conditions de travail différentes.
- L'éventuel impact en retour des évolutions des conditions de travail communautaires, sur les communes elles-mêmes.

→ Enjeu n° 5 : L'impact organisationnel

• La constitution d'une structure à partir d'éléments disparates et la déstabilisation possible, en retour, des organisations communales.

→ Enjeu n° 6 : La maîtrise économique

• Le service public sera-t-il, globalement, plus ou moins coûteux pour le contribuable après le transfert de compétences ?





2. Les sept conditions de réussite du projet

- **→** Condition n°1: ¼ de conception ¾ de concertation
 - L'élaboration du projet est importante, mais l'adhésion des acteurs l'est plus encore. La concertation doit être privilégiée.
 - Elle nécessite un plan de communication structuré pour que chacun dispose des informations utiles au moment opportun.
- → Condition n°2 : L'avancée conjointe des trois volets du projet
 - Finances,
 - Ressources humaines: gestion du personnel et des relations avec les syndicats,
 - Organisation.





2. Les sept conditions de réussite du projet (suite)

- → Condition n°3: Une vision claire du calendrier
 - La prise en compte dès le départ d'une double échéance : la mise en œuvre concrète du transfert et l'évolution définitive de l'organisation post-transfert.
 - La prise en compte en amont des contraintes institutionnelles et réglementaires : délibérations des communes et de la communauté, réunion de CTP, ...
- → Condition n° 4 : Un pilote communautaire clairement identifié positionné au niveau Direction générale.
- → Condition n°5 : Un responsable de la compétence transférée identifié le plus rapidement possible.





2. Les sept conditions de réussite du projet (suite)

→ Condition n° 6 : La prise en compte de tous les problèmes concrets et pratiques

- Qualité et adaptabilité des locaux,
- Évolution des lieux d'embauche,
- Entretien des véhicules,
- Nécessité de création d'un CHS,
- Informatique : compatibilités des logiciels métier, outils de gestion financière, outils de gestion RH,
- Temps de travail Horaires de travail,
- Heures supplémentaires Règles de gestion des récupérations et des RTT,
- Rémunérations,
- Avantages acquis et avantages particuliers,
- Gestion des différences de niveaux de service,
- ...





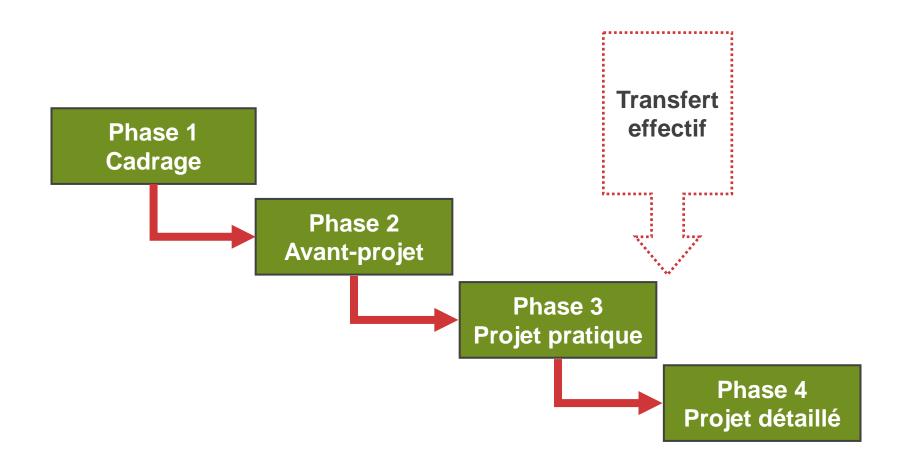
2. Les sept conditions de réussite du projet (suite)

- → Condition n° 7 : Des instances de travail et de concertation associant tous les partenaires
 - Conférence des Élus communautaires et communaux,
 - Conseil des DG de la communauté et des villes,
 - Groupe DRH de la communauté et des villes,
 - Groupe DAF de la communauté et des villes,
 - Groupe DGST de la communauté et des villes,
 - Syndicats : instance de concertation extra-CTP traduisant la représentation des différentes organisation présentes dans les services communautaires et communaux,
 - ...





3. Une démarche en quatre phases







3. La démarche

Phase 1 : Le cadrage

→ Objectif

• Préparer le projet.

Contenu

- Identifier le projet politique : contenu et échéances.
- Évaluer les enjeux.
- Identifier les instances.
- Mettre au point le projet de calendrier.

- Un travail avec le Président et la Direction générale de la communauté.
- L'association des DGS et des Maires.







Phase 2: L'avant-projet

→ Objectif

Etude de définition et de faisabilité.

Contenu

- Finances : évaluation du coût des compétences transférées.
- Ressources humaines : évaluation des conditions de travail.
- Organisation:
 - Évaluation des moyens (humains, matériels, locaux),
 - Évaluation des modalités d'intervention : régie, entreprise,
 - Identification des organisations spatiales et territoriales.
- Conception de scénarios d'organisation et mise au point d'un avant-projet : organigramme, procédures, principes de fonctionnement, ...
- Identification de l'impact sur les services centraux communautaires : finances, marchés, ressources humaines, logistique, secrétariat général, ...





3. La démarche

Phase 2: L'avant-projet (suite)

- Identification des fiches de poste des principaux cadres.
- Identification des futurs cadres et des recrutements éventuels à mettre en œuvre.
- Mise à disposition partielle et temporaire des futurs cadres.

- Groupe de travail niveau « Direction générale ».
- Concertation large avec l'ensemble des instances mises en place.







Phase 3: Le projet pratique

→ Objectif

• Définir le projet concret pouvant être mis en place lors du transfert effectif des moyens.

→ Contenu

- Finances:
 - Préparation du travail de la commission des charges transférées.
 - Préparation du budget communautaire.
 - Première approche des nouveaux marchés à passer.
 - Conventions : atelier mécanique, ...
- Ressources humaines :
 - Mise au point des conditions de travail communautaires : règles de gestion du temps de travail, régime indemnitaire.
 - Mise en place d'une cellule d'accueil et d'information des agents.
 - Identification des personnes « transférables » et de leur situation personnelle.
 - Engagement des procédures institutionnelles conduisant au transfert effectif des personnels.







Phase 3: Le projet pratique (suite)

→ Contenu (suite)

- Organisation:
 - Mise au point du Guide pratique de fonctionnement :
 - Organigramme et chaînes hiérarchiques,
 - Procédures et Qui fait quoi,
 - Outils communs (notamment RH et finances): fiches, ...
 - Astreintes,
 - Conditions d'entretien des véhicules,
 - Conditions d'entretien des locaux,
 - Identification des affectations des moyens humains et matériels.
 - Évolution de l'organisation des services centraux communautaires : en particulier finances et ressources humaines.







Phase 3: Le projet pratique (suite)

- Groupe de travail.
- Mobilisation des cadres de la future organisation préfigurant les règles de fonctionnement cible : système de réunions.
- Mobilisation de la DRH et de la Direction des finances communautaire.
- Concertation avec les instances du projet.







Phase 4 : Le projet détaillé

→ Objectif

Mise au point de l'organisation cible.

Contenu

- Définition et formalisation du dossier d'organisation détaillée : Projet de Service ou Projet de Direction
- Prise en compte des réalités du terrain.

- Groupes de travail à définir.
- Concertation et validation dans le cadre des instances communautaires.

